

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **En Guadeloupe comme en métropole, c'est 200 euros qu'il nous faut !**

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : dimanche 1er mars 2009

---

**Démocratie & Socialisme**

---

NOUS le pressentions tous, mais nous n'osions y croire. En Guadeloupe, les menaces à peine voilées de l'appareil d'État sont devenues réalités. Un syndicaliste est mort mercredi 18 février, alors qu'il rentrait chez lui, après un de ces meetings qui rythment la vie de l'île depuis plus d'un mois.

La Sarkozie et ses médias braquent le projecteur sur les « bandes de jeunes », comme ils ont l'habitude de le faire depuis les émeutes de novembre 2005. Mais personne n'est dupe. Le frère de la victime assure qu'il est impossible de savoir d'où la balle mortelle a été tirée. En revanche, on sait immédiatement à qui profite le crime. Au patronat, qui attend une répression exemplaire, et à la droite qui peut blablater sur la nécessité de rétablir « l'ordre républicain ». Mais qui s'attaque réellement à l'ordre ? Qui est irresponsable ?

## Retour sur un mois de lutte

Le mouvement de grève a été lancé dès le 20 janvier, dans ce DOM subissant de plein fouet le phénomène de vie chère, imposé par les « békés ». Ces patrons, descendants de colons, se gorgent de subventions et profitent de facto d'une position de monopole qui leur permet de maintenir les prix à un niveau extrêmement élevé. En face, les travailleurs guadeloupéens souffrent d'autant plus que les salaires sont relativement bas sur l'île.

C'est contre ce mal endémique que s'est créé le collectif " Lyannaj Kont Pwofitasyon " (rassemblement contre l'exploitation outrancière), qui regroupe aux côtés des confédérations syndicales, les puissants syndicats indépendantistes guadeloupéens, les partis de gauche et des mouvements culturels créoles. La plateforme du collectif unitaire tient en 4 pages et, parmi les 126 propositions faites, celle qui exige d'augmenter le SMIC et les minima sociaux de 200 euros, est sans conteste la plus emblématique. Dès à présent, on peut qualifier ce mouvement d'historique, car la mobilisation est exemplaire : piquets de grève, blocage de l'île réalisé sans violence, démonstrations populaires qui auraient rassemblées près de 60 000 travailleurs le 30 janvier, contrôle démocratique des salariés, puisque les négociations avec les pouvoirs publics sont retransmises en direct à la télévision... La mobilisation des Guadeloupéens est un mouvement majoritaire, démocratique, responsable, bref, tout ce que la presse aux ordres exècre. Pas étonnant que le silence radio ait été de mise jusqu'à peu !

Voilà la revendication qui fait frémir le gouvernement : 200 euros pour tout le monde et tout de suite ! Pourquoi Yves Jégo, courageux secrétaire d'État à l'Outre-Mer, serait-il parti en courant, une fois prévenu de cet accord conclu entre le collectif et le patronat de l'île, si ce n'est parce qu'il en avait peur ? C'est en fait sur ordre express de l'Élysée que le larbin de Sarko a pris ses jambes à son coup. Cette pitoyable retraite a pour but de faire pourrir le mouvement qui secoue les Antilles. Car 200 euros à Pointe-à-Pitre aujourd'hui, ce n'est pas seulement cela. C'est 200 euros demain en Martinique ! Après demain, c'est 200 euros chez les ouvriers de Renault ! C'est cette contagion qui fout la frousse aux puissants. En soutien à la grève générale guadeloupéenne, un appel martiniquais a déjà appelé à une manifestation, qui s'est tenue à Fort-de-France le 2 février dernier. La grève réunionnaise est quant à elle prévue pour le 5 mars prochain. 200 euros pour tous les salariés, c'est le mot d'ordre unifiant, le sésame à même de mobiliser définitivement notre camp social. D'ailleurs, certaines unions départementales syndicales ont déjà repris le mot d'ordre en métropole. Nous défendons la seule relance possible : la relance par la hausse des salaires, car la consommation des salariés est la seule viable, dans un monde où celle des rentiers est insuffisante et où l'endettement des ménages est devenu une fable pour enfants. Il est de notre responsabilité à tous de défendre cette revendication d'ensemble qui donne confiance à notre classe et affaiblit le camp d'en face, comme les « 8 heures » l'ont fait il y a un siècle.

Face à la répression qui se prépare, il faut sauver la grève générale guadeloupéenne, car elle nous montre la voie ! La seule solution est de prendre les devants, afin que la revendication des 200 euros fasse tâche d'huile. Pour

sauver la grève, généralisons-la !

**Jean-François Claudon** (75) et **Johann Cesa** (AF de la Loire)